



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 20 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 février 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Terrena

19 rue Pierre Marcou
86220 Ingrandes

Références : 2025 256 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007202657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 février 2025 dans l'établissement Terrena implanté 19 rue Pierre Marcou 86220 Ingrandes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réactive, suite au sinistre du 13 février 2025 ayant occasionné de forts dégagements de fumée et endommagé partiellement un silo.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Terrena
- 19 rue Pierre Marcou 86220 Ingrandes
- Code AIOT : 0007202657
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société coopérative agricole Terrena exploite à Ingrandes sur Vienne des installations de stockage de céréales, d'engrais et de produits agropharmaceutiques ainsi qu'une unité de fabrication d'aliments pour le bétail. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 5 octobre 2017.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des déchets	Code de l'environnement, article L.541-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement, article R.512-69

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Toutes les étapes de gestion d'un sinistre ont été suivies (Mise en sécurité, appels des secours et compte rendu fiche BARPI).

Il reste cependant à évacuer les déchets et améliorer la gestion des céréales à fort taux d'humidité (taux de rotation à augmenter).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »</p>
Constats :

<p>Le site relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160, l'exploitant doit communiquer à l'inspection des installations classées le rapport d'accident prévu à l'article R. 512 69 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport d'incident au format de la fiche BARPI avec l'ensemble des éléments d'appréciation le jour suivant l'incendie, soit le 14 février 2025.</p> <p>Le 13 février 2025, à 16h00, l'exploitant a observé de la fumée sortir d'une cellule de matières premières.</p> <p>Les matières premières contenues dans cette cellule étaient un mélange de tourteaux, de colza, de graines de lin et un peu de blé pour un total d'environ 50 tonnes.</p> <p>Il a alors sollicité le SDIS, qui a mobilisé plusieurs centres de secours et d'incendie de la Vienne.</p> <p>En accord avec le SDIS, l'exploitant a extrait les produits de la cellule pour les étaler sur un sol bétonné et l'arroser pour stopper la combustion.</p> <p>L'exploitant précise que l'intervention s'est terminée le 13 février 2025 à 22h40.</p> <p>Il a été extrait le maximum de matières premières sans l'avoir arrosé au préalable et stocké dans une case de collecte à plat et humidifié pour stopper l'échauffement et le stabiliser.</p> <p>Le reste dans cette cellule à fond plat a été arrosé par de l'eau et un additif par les pompiers sans aucun écoulement sur la voirie.</p> <p>L'exploitant indique vouloir aménager ses pratiques de stockage en améliorant le taux de rotation des matières stockées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra trouver des pistes d'amélioration de ses stockages de céréales afin d'accroître le taux de rotation des matières stockées et éviter leur échauffement (fermentation) ayant conduit au sinistre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/02/2025, article L.541-2</p>
<p>Thème(s) : Illégaux, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. »</p>
<p>Constats :</p>

Le jour de l'inspection, l'IIC constate que les céréales évacuées (environ 50 tonnes) à l'extérieur dans une case de stockage ont été couvertes pour éviter leur lessivage par de potentielles pluies météoriques.

L'exploitant doit faire évacuer les déchets générés par le sinistre par des organismes agréés :

- restes de céréales détrempées par les eaux d'extinctions provenant du silo et les derniers résidus de pompage du fond de silo (environ 8 à 9 tonnes);
- tôle du silo;
- eaux de nettoyage du silo avant remise en route et boues restant sur le sol.

Aucune eau d'extinction d'incendie / de refroidissement n'a ruisselé jusqu'à un point de rejet hors site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira les bordereaux d'enlèvement et de suivis de tous les déchets évacués dans un délai de 15 jours maximum par des organismes agréés

- restes de céréales détrempées par les eaux d'extinctions provenant du silo et les derniers résidus de pompage du fond de silo (environ 8 à 9 tonnes) ;
- tôle du silo ;
- eaux de nettoyage du silo avant remise en route et boues restant sur le sol.

Dans le cas où l'additif utilisé par les pompiers serait fluoré et contiendrait des PFAS, l'exploitant envoie les déchets (dont les effluents d'extinction et de nettoyage) dans des filières dûment autorisées à traiter ce type de déchets contaminés aux PFAS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours